

https://www.lemonde.fr/international/article/2019/04/08/donald-trump-en-echec-sur-l-immigration_5447173_3210.html

Donald Trump en échec sur l'immigration

Une série de mises à l'écart dans l'administration Trump, dont Kirstjen Nielsen et Ron Vitiello, révèle l'exaspération du président face à l'absence de résultats sur les arrivées de sans-papiers.

Par Gilles Paris Publié aujourd'hui à 04h34, mis à jour à 06h23

Article réservé aux abonnés



Le président américain en visite à la frontière mexicaine près de Calexico (Californie), le 5 avril. KEVIN LAMARQUE / REUTERS

Le président Donald Trump a limogé dimanche 7 avril, par un message publié sur son compte Twitter, [sa secrétaire à la sécurité intérieure chargée de l'immigration, Kirstjen Nielsen](#), en poste depuis juillet 2017.

Trois jours plus tôt, il avait déjà évincé le chef par intérim de la police de l'immigration, Ron Vitiello, dont la confirmation venait pourtant de franchir des obstacles significatifs au Sénat. « *Nous voulons aller dans une direction plus dure* », s'était-il justifié alors que ce responsable plaidait pourtant pour une « *tolérance zéro* » envers les sans-papiers présents sur le sol américain. Ron Vitiello avait appris à la dernière minute qu'il ne ferait pas partie du voyage effectué vendredi par le président à la frontière avec le Mexique, en Californie.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [Aux Etats-Unis, la vie suspendue des sans-papiers](#)

Cette série de mises à l'écart traduit l'exaspération de Donald Trump face à l'absence de résultats de son administration à propos du dossier sur lequel il a fondé son entrée en politique, il y a près de quatre ans. Après deux ans passés à la Maison Blanche, en effet, les arrivées de sans-papiers en provenance d'Amérique centrale sont désormais au plus haut depuis une décennie. Près de 100 000 personnes ont été arrêtées en mars après être entrées sans autorisation sur le sol américain, au lieu de 78 000 le mois précédent et 58 000 en janvier. Ces arrestations constituent l'un des indices les plus fiables pour mesurer l'immigration illégale.

Centres de rétention saturés

Lors de sa première année de présidence, Donald Trump avait pu se féliciter d'une baisse des interpellations qu'il avait mise sur le coup de son discours intransigeant. Sauf que la situation s'est renversée l'année suivante, ses services étant incapables de juguler les arrivées, principalement de demandeurs d'asile en provenance du Honduras, du Guatemala et du Salvador, des pays en proie au chaos. Cet afflux, que les diatribes présidentielles semblent stimuler, explique que les centres de rétention de la police des frontières soient désormais saturés. Contrairement à ce qu'avait annoncé le président, les migrants arrêtés sont désormais relâchés dans l'attente de leur jugement, alors que les tribunaux croulent sous les dossiers comme jamais par le passé.

Le président des Etats-Unis a dû renoncer en juin 2018 à la politique de séparation des familles de ces migrants, censée avoir un effet dissuasif, à la suite du scandale qu'elle avait provoqué, y compris parmi certains républicains. Le déploiement de l'armée sur la frontière a été considéré comme relevant du simple affichage politique. Des gouverneurs, y compris républicains, ont d'ailleurs refusé de mettre à disposition leur garde nationale.

En novembre de la même année, un juge fédéral a bloqué une tentative de limitation de l'exercice du droit d'asile pour les migrants en provenance d'Amérique centrale. Et la ligne jusqu'au-boutiste défendue à la Maison Blanche par son conseiller politique, Stephen Miller, rend illusoire l'adoption d'une réforme globale par le Congrès.

Dans le même temps, Donald Trump n'est pas parvenu non plus à sanctuariser un financement du projet de « mur » qu'il entend ériger sur cette frontière. Il avait déjà échoué lorsque le Parti républicain était majoritaire au Congrès. L'alternance à la Chambre des représentants, après les élections de mi-mandat, [l'a contraint à proclamer un état d'urgence nationale pour réaffecter des fonds](#) déjà attribués par les élus, ce que les démocrates contestent devant la justice.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi [A la frontière mexicaine, Donald Trump cherche à montrer qu'il tient ses promesses sur le mur](#)

Une impuissance présidentielle

Signe de sa nervosité, le président a multiplié au cours des jours précédents les formules-chocs. Il a tout d'abord assuré qu'il allait couper l'aide américaine aux pays de départ, une initiative dont les experts considèrent qu'elle pourrait encore les accélérer. Puis il a juré de fermer cette frontière prise d'assaut par les demandeurs d'asile. Le locataire de la Maison Blanche voulait protester contre le voisin du Sud qui n'en ferait pas assez, selon lui, pour leur bloquer le passage.

Les conséquences économiques dévastatrices d'une telle décision pour deux pays aussi interconnectés que les Etats-Unis et le Mexique, l'ont contraint cependant à reculer le 4 avril. Il a accordé un délai d'un an à ce dernier, en assurant qu'il multipliait dorénavant les arrestations de migrants. Les autorités mexicaines ont répondu « *ne pas savoir à quoi il [faisait] allusion* ».

Lire aussi [Donald Trump recule sur son projet de fermer la frontière avec le Mexique](#)

L'impuissance présidentielle s'est manifestée vendredi à Calexico. Donald Trump y est venu inspecter la section de barrière qu'une plaque commémorative – installée en octobre par Kirstjen Nielsen – présente comme « *la première du mur frontière de Donald Trump* ». La clôture sur les 3,6 kilomètres concernés a, certes, été rénovée et rehaussée sous son mandat, mais elle existait déjà auparavant.

Le président des Etats-Unis a, enfin, affiché son ignorance concernant ce dossier phare en s'en prenant avec virulence à un jugement qui limite la durée d'incarcération des enfants mineurs de sans-papiers arrêtés à la frontière. « *La décision Flores est un désastre, je dois vous dire. Monsieur le juge Flores, qui que vous soyez, cette décision est un désastre pour notre pays, un désastre* », a déploré Donald Trump. Le jugement renvoyait en fait à une jeune fille originaire du Salvador, Jenny Flores, dont les conditions de détention avaient fait l'objet d'une longue bataille juridique qui s'était soldée au bénéfice des enfants de migrants.

Gilles Paris (Washington, correspondant)